

DUPONT, Antonin, *Taschereau* (Montréal, Guérin, 1997), 366 p.

Patrice Dutil

Volume 52, Number 1, Summer 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005410ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005410ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dutil, P. (1998). Review of [DUPONT, Antonin, *Taschereau* (Montréal, Guérin, 1997), 366 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52(1), 76–78.
<https://doi.org/10.7202/005410ar>

COMPTES RENDUS

DUPONT, Antonin, *Taschereau* (Montréal, Guérin, 1997), 366 p.

Taschereau, que l'éditeur présente comme un nouvel ouvrage, est en fait une réédition intégrale du livre que publiait l'auteur en 1973 sous le titre *Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau, 1920-1936*. Bien qu'on se réjouisse de voir cette œuvre à nouveau disponible dans les librairies, vu les détails et les historiques fort utiles qu'elle recèle, il est toutefois décevant de constater qu'elle n'a pas été mise à jour. Il s'est écrit beaucoup de choses depuis 25 ans sur l'évolution politique du Québec au XX^e siècle. À tout le moins, ce *Taschereau* méritait une nouvelle présentation et une conclusion qui situait le texte par rapport à ce qui s'est publié depuis la première parution. Convenons qu'il est bizarre de lire en 1998 cette affirmation de Laurier LaPierre datant d'un quart de siècle: «Ici au Québec on ne fait que commencer à connaître notre histoire.»

Le *Taschereau* de Dupont évite donc la biographie (contrairement à ce que laisse entendre le titre) et offre un survol des relations entre le gouvernement libéral du Québec et les chefs de l'Église. Il décrit abondamment et dans le détail les grandes questions qui marquèrent leurs rapports: la Régie des alcools, l'assistance publique, la loi d'adoption, le cinéma, le travail dominical, le suffrage féminin, l'heure avancée, l'instruction obligatoire, les écoles juives, la nationalisation de l'électricité. Pour son étude, Dupont s'est servi surtout des journaux et, bien souvent, son analyse des rapports Taschereau-Église repose sur les opinions véhiculées soit dans *l'Action catholique*, soit dans *Le Canada*. C'est une approche pleine de risque.

La carrière de Louis-Alexandre Taschereau demeure controversée. Peut-on vraiment se permettre d'énoncer sur la couverture du livre que «avec Louis-Alexandre Taschereau, le Québec entre vraiment dans le XX^e siècle»? Depuis la première parution, les historiens ont rappelé que Lomer Gouin, le prédécesseur de Taschereau, fut de loin plus innovateur que ce dernier; et qu'Adélard Godbout, son successeur, eut le courage de trancher les grandes questions du suffrage, de l'instruction publique et de la gestion de l'hydro-électricité, questions que Taschereau avait évitées à tout prix. Par ailleurs, on sait que même Maurice Duplessis a contribué à l'élargissement des compétences du gouvernement du Québec. Gouin, Godbout et Duplessis ont tous les trois miné les champs d'opération et les secteurs d'influence de l'Église. Étant donné ces vérités, quelle place réelle revient donc à Taschereau dans l'histoire politique du Québec?

Cette réédition aurait dû inclure une réponse à Bernard Vigod, dont la biographie de Taschereau parut en anglais en 1986, puis en français dix ans plus

[1]

tard. À certains égards, les deux études se rapprochent l'une de l'autre. Dupont et Vigod insistent pour réhabiliter Taschereau devant le jugement venimeux que Duplessis avait fait de son gouvernement. Au dire de Dupont, Taschereau n'était pas réactionnaire, mais plutôt rouge, vu son mépris de l'Église. Vigod, en se fiant sur son étude de l'administration générale du gouvernement Taschereau et en portant une attention plus particulière au personnage, l'avait qualifié de «whig».

Cette affirmation n'est pas pleinement justifiée. Taschereau était nettement conservateur dans sa philosophie politique et se méfia toujours de la gauche de son parti. Il était à plusieurs égards le pendant de Duplessis, ayant atteint le même équilibre philosophique devant les grandes questions d'affaires publiques.

Dupont soulève la question de la Régie des alcools, par exemple. À la fin de son chapitre, il est forcé de reconnaître que, malgré les petites querelles, l'Église et les catholiques appuyaient la démarche du gouvernement, tout comme ils soutenaient la plupart des politiques de Taschereau. Un chapitre sur l'instruction publique — une des questions brûlantes opposant l'État et l'Église sous le régime Gouin et, plus tard, sous Godbout — révèle carrément que le gouvernement Taschereau se contentait de ne rien faire, ou presque.

Si Dupont arrive à bien décrire les grands problèmes qu'affrontait le gouvernement, il n'arrive pas pour autant à les expliquer. L'auteur ne scrute pas les pressions qui s'exercent sur le Premier ministre. Où Taschereau puisait-il son inspiration? Quel était le fondement de sa philosophie politique? Comment composait-il avec les éléments de gauche qui militaient dans le parti comme Édouard Lacroix, Philippe Hamel, Adélar Godbout et T.-D. Bouchard? Faut-il croire que Taschereau était vraiment un ennemi de l'Église et qu'il cherchait à freiner son influence auprès de l'État et de la population? Il me semble que ce n'était guère le cas.

Bien que cet ouvrage ait beaucoup à offrir, force est de conclure qu'il est désuet à plusieurs égards. C'est une critique qui s'adresse à l'éditeur plus qu'à l'auteur. Le livre de Dupont occupe une place importante dans l'historiographie politique du Québec et mérite de trouver un jeune auditoire. Cette réédition, malheureusement, représente plutôt un travail d'archives qu'une œuvre d'histoire.